

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, COMMERCE, INDUSTRIE
ANNONCES JUDICIAIRES, ADMINISTRATIVES & COMMERCIALES

BULLETIN COMMERCIAL DE ROUBAIX ET TOURCOING

Ce journal paraît les Mercredi, Vendredi et Dimanche.

ABONNEMENT : Pour Roubaix, trois mois, 7 francs, 50
six mois, 14
un an, 25

Les lettres, réclamations et annonces doivent être adressées au rédacteur-gérant, bureau du Journal, rue du Vieil-Abreuvoir, 25 (coin de la rue Nain).

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

Toutes les communications relatives au Journal doivent être déposées avant midi le jour de la publication.

On s'abonne et l'on reçoit les annonces, à Paris, chez MM. LAFFITTE-BULLIER et C^o, 20, rue de la Banque.

Le JOURNAL DE ROUBAIX est seul désigné pour la publication des annonces de MM. HAVAS, LAFFITTE-BULLIER et C^o pour les villes de Roubaix et Tourcoing.

L'imprimerie et les bureaux du JOURNAL DE ROUBAIX sont transférés rue du Vieil-Abreuvoir, 25, (coin de la rue Nain).

Roubaix, 4 Juin 1867.

BULLETIN.

Avant de quitter la Russie, Alexandre II a signé un ukase portant « que toutes les procédures politiques encore pendantes, relatives aux dernières révoltes, sont annulées, et qu'une amnistie est accordée aux personnes impliquées dans ces révoltes, à l'exception des personnes accusées de crimes ordinaires.

Il ne sera pas intenté de nouveaux procès à l'occasion de ces révoltes.

Les Polonais internés en Russie, et dont la conduite a été satisfaisante, seront autorisés à retourner dans leur pays. Les ecclésiastiques polonais sont également autorisés à rentrer.

Les habitants des provinces occidentales qui ont été éloignés de leur patrie par mesure administrative, et qui peuvent reproduire des certificats satisfaisants, pourront aller s'établir en Pologne.

Les ecclésiastiques de ces provinces auront besoin d'une autorisation du lieutenant de l'Empereur, en Pologne.

En Russie, on appelle cela une amnistie; en France, on dirait : une réparation.

Le *Moniteur* a publié le texte du traité de Londres, conforme aux indications déjà connues de nos lecteurs. La paix est donc bien et dûment faite.

Les courses du bois de Boulogne ont eu lieu dimanche au milieu d'une affluence énorme. Les empereurs Napoléon et Alexandre y assistaient ainsi que le roi et la reine des Belges, la princesse Mathilde, le prince et la princesse de Prusse, le Tsar, etc., etc.

Le prince Napoléon ne semble pas se disposer à rentrer de suite à Paris. On écrit de Venise à la date du 31 mai : « Nous attendons ce soir le prince qui vient visiter Venise pour la première fois ; S. M. le roi d'Italie a mis le *Palazzo reale* à la disposition de Son Altesse. »

D'après une correspondance particulière, des négociations ont eu lieu, du consentement tacite de la Prusse, entre les Etats du Sud, pour la fondation d'une fédération du Sud prévue dans le traité de Prague.

Dans de prochaines conférences, les ministres allemands prépareront les bases de la reconstruction du Zollverein. Les ministres de Bavière, de Wurtemberg, de Bade et de Hesse-Darmstadt participeront à ces déclarations. La première a dû avoir lieu le 3 juin. M. de Bismark y assistait, il ne partira que mardi soir pour Paris.

La querelle entre les républiques du Pacifique et l'Espagne paraît devoir se ranimer plus vive que jamais. Le courrier de la Havane a apporté la nouvelle qu'une frégate espagnole s'était emparée d'un navire péruvien et que les alliés repoussaient la médiation des Etats-Unis.

Les mauvaises nouvelles que donnent certains journaux relativement au malheureux empereur Maximilien, ne sont pas confirmées. Cependant l'inquiétude grandit.

C'est dimanche 2 juin, qu'a expiré le délai pour le versement du taux d'exonération des jeunes gens de la classe de 1866. Ainsi qu'on l'a annoncé, ceux des remplacés qui avaient opéré leur dépôt avant l'arrêté de réduction prestataire, ont obtenu la restitution des 500 francs de différence. Il est à remarquer que le nombre des engagements volontaires a beaucoup diminué depuis que les symptômes belliqueux ont fait place aux conjectures pacifiques.

J. REBOUX.

REVUE DES JOURNAUX.

La visite du Czar à Paris remplit d'un magnifique enthousiasme toutes les plumes assermentées de la capitale. « Que de réflexions, s'écrie M. Paulin-Limayrac, dans le *Constitutionnel*, fait naître cette visite d'Alexandre II à Napoléon III, et combien Paris a eu raison de saluer comme il l'a fait l'auguste visiteur et de considérer le jour de son arrivée comme un jour de fête. »

Les Parisiens saluent le Czar ! Allons donc. Ils se sont portés sur son passage afin de pouvoir dire : « Nous avons vu l'empereur de toutes les Russies, » comme ils disent : « Nous avons vu le Tsar, *Gladiateur*, le bœuf-gras, le ballon Nadar, etc., etc. Voilà tout. Le *Constitutionnel* le sait bien ; mais il ne saurait en convenir et il continue ainsi ses réflexions :

« L'année 1867 aura une belle page. Le spectacle qu'elle offre au monde est, à la fois, en effet, le triomphe du travail pour les peuples et de la sagesse pour les gouvernements. Et quel cadre pour ce tableau que le Paris de Napoléon III ! Jamais à aucune époque il n'y a eu sur un point du globe une telle puissance d'attraction, et si les résultats que nous voyons ont coûté cher, s'il sont le prix d'innombrables efforts, tous les sacrifices sont oubliés devant cet admirable épanouissement de toutes les forces de la société moderne. »

La *France* s'exprime ainsi sur le même sujet :

« Une lettre que nous recevons de Saint-Petersbourg, sans méconnaître l'importance politique du voyage du Czar à Paris, l'attribue aussi à un sentiment trop délicat pour que nous le passions sous silence.

« L'empereur Alexandre, nous écrit-on, a été profondément touché de l'accueil qu'il a reçu en France et des témoignages de sympathies qu'il a rencontrés partout sur son passage dans toutes les classes de la société, lorsqu'un grand malheur de famille l'a soudainement appelé à Nice, l'année dernière. Il en a conservé une vive reconnaissance et son voyage actuel est comme une visite de remerciements et de gratitude qu'il vient faire au peuple français, en la personne de celui qui est la plus haute expression de la souveraineté populaire. »

« Si telle est la pensée du Czar, elle sera unanimement comprise et appréciée parmi nous. L'année dernière, nous n'avons fait qu'accomplir un devoir pieux en nous associant à la douleur d'une famille éplorée, que les grandeurs du rang suprême n'affranchissent pas des misères de l'humanité. Aujourd'hui, nous remplirons un nouveau devoir en honorant celui qui vient nous remercier de nos sympathies pour le père qui avait perdu son enfant, et pour le souverain à qui Dieu avait ravi son héritier.

M. P. David, secrétaire de la rédaction du *Journal des Débats*, après avoir parlé de l'arrivée du Czar à Paris, ajoute :

« En somme, l'accueil fait au Czar par

la population a été tel que ce prince devait l'attendre d'une nation justement renommée pour sa politesse. Le peuple parisien sait quels égards sont dus aux souverains étrangers qui deviennent ses hôtes pour quelques jours ; il se pique de ne jamais s'écarter des règles d'une parfaite courtoisie, et le Czar, pendant tout le temps qu'il passera à Paris, ne trouvera pas de trace des dissentiments qui peuvent exister entre la politique française et la politique russe.

Au moment où l'Empereur Alexandre arrivait à la gare du Nord, le Corps législatif continuait la discussion du projet de loi relative aux sociétés. Un honorable député, qui semblait éprouver un besoin impérieux d'assister au défilé du cortège impérial, a tout simplement demandé s'il n'y aurait pas lieu de lever la séance.

M. le président Schneider a compris tout autrement ce qu'exigeait en pareil cas la dignité de la Chambre. « Si vous parlez de ce qui se passe au dehors, a-t-il dit, je réponds que nous sommes ici en ce moment pour délibérer sur la loi, pour remplir notre fonction et notre devoir, et non pour nous préoccuper des événements extérieurs. »

Nous ne saurions trop pour notre part, applaudir à la noble simplicité de ce langage et nous sommes heureux de constater d'après le *Moniteur* qu'il a obtenu sur tous les bancs une vive adhésion. Cet incident, soulevé par l'accès de curiosité qui avait pris tout à coup à quelques membres de la Chambre, n'a pas eu d'autres suites.

De son côté, le *Monde* dit :

« L'empereur Napoléon reprend en détail le Congrès qu'il avait proposé il y a quatre ans, et dont alors personne n'avait voulu. Tous les souverains viennent l'un après l'autre conférer avec lui des affaires de l'Europe. Le plaisir est le but apparent, peut-être le premier but de leur voyage ; mais tant de ressources qu'il y ait à Paris pour occuper les loisirs et perdre le temps, il y a place pour la politique ; et dans ces hauts entretiens, où nul sujet vulgaire ne saurait être abordé, on finira toujours par faire un peu de géographie.

Pendant qu'on annonce à Paris l'arrivée des plus grands potentats de la terre, il y a cependant un souverain qu'on n'y verra point et qui n'y sera représenté par personne : c'est le Souverain-Pontife. Nous ne croyons pas qu'on l'ait invité, et d'ailleurs il ne serait pas venu. Quel eût été son attitude ? Qu'aurait-il eu à dire à l'empereur de Russie, qui persécute l'Église ? au roi de Prusse qui la comprime ? au roi d'Italie qui la dépouille ? au Sultan qui ne la connaît pas ? une pareille assemblée n'est point en ce moment du nombre de celles où le chef de la chrétienté puisse trouver place. »

Le même journal publie sous la signature de M. Taconnet les nouvelles suivantes de Rome, extraites de ses correspondances particulières :

« On pensait, il y a quelques jours, qu'il y aurait, suivant ce qui s'était fait précédemment, autant de consistoires semi-publics que de causes de saints. Or, comme ces causes sont au nombre de sept, il aurait fallu sept consistoires, ce qui eût demandé environ trois semaines. Le Pape, désirant éviter ces fatigues répétées aux vénérables évêques qui vont répondre avec tant d'empressement à son appel, a décidé, paraît-il, qu'il n'en tiendrait que deux. Seulement, comme il ne serait pas possible que tous les évêques fussent, dans chaque cause, les motifs de leur vote, Sa Sainteté a décidé que, sauf les cardinaux, les patriarches, les primats et six des plus anciens archevêques et évêques, tous les vénérables prélats donneraient leur avis par le mot *placet* ou non *placet* en ajoutant : *ob rationes a me in voto scripto et subscripto allatas*. C'est là une innovation dans ce qui se pratiquait d'ordinaire et, c'est pour la première fois, m'assure-t-on, que l'on procède de la sorte dans une canonisation. Les votes des évêques n'en seront pas moins écrits et signés par eux, remis au secrétaire de la Congrégation des Ordes, et imprimés ensuite comme cela s'est fait pour la canonisation de 1862. »

Nous empruntons à l'*Avenir National* le remarquable article suivant :

« Le roi de Prusse part demain pour

Paris. Il se fait précéder par une dépêche datée d'hier et ainsi conçue : « — Le jour de l'Ascension et aujourd'hui des prières ont été prononcées à l'office divin pour appeler la bénédiction de Dieu sur le voyage du roi à l'étranger et pour demander l'affermissement de la paix générale au moyen de l'entente personnelle des souverains à Paris. »

Guillaume I^{er}, Alexandre II et Napoléon III seront donc réunis jeudi prochain. A la Conférence de Londres va succéder celle de Paris. Qu'en sortira-t-il ? Tout au plus une entente diplomatique, accidentelle et de pure courtoisie. Quant à l'état de l'Europe, cette entrevue n'y changera rien. A cet égard, l'opinion publique est convaincue : on a beau couvrir de draps les cafés, les restaurants et les hôtels garnis, étaler les voitures de gala, donner des bals et des représentations extraordinaires, cette pompe officielle ne l'éblouit pas ; elle voit l'arrivée des rois et des empereurs avec indifférence, et leurs entrevues sans la moindre illusion. Elle est depuis longtemps blasée sur ces réunions priéres dont l'expérience lui a montré l'impuissance et la stérile banalité.

Après la campagne d'Italie, au mois d'octobre 1859, si notre mémoire est exacte, les descendants des trois souverains qui commencèrent, il y a quarante-cinq ans, l'œuvre de spoliation définitivement accomplie sous nos yeux, se rencontrèrent à Varsovie, dans cette ville qui s'éleva toujours comme un monument de l'indépendance de la Pologne et de l'attentat commis contre sa nationalité. Ce second triumpvirat, où l'Europe vit un instant une menace contre ses libertés, n'avait cependant rien de l'audace et de l'insolence du premier. L'ordre régnait à Varsovie. La Russie, la Prusse et l'Autriche, irritées du présent et effrayées de l'avenir, se réunissaient, non plus pour compléter la ruine d'un peuple et s'en partager le territoire, mais pour aviser aux moyens de sauver un édifice dont les fondements craquaient de tous côtés, et notamment pour assurer à l'Autriche la possession de la Vénétie. On sait comment la Prusse a tenu ses engagements.

L'entrevue, péniblement amenée, se termina brusquement : les trois princes se séparèrent, donnant à l'Europe le spectacle instructif de leur jalousie et de leur inquiétude réciproques. Ils rentrèrent dans leurs Etats, mécontents l'un de l'autre, convaincus qu'il n'existait aucune harmonie dans leurs vues, et qu'ils n'avaient ni le désir sincère, ni le pouvoir de combiner leurs vues pour une action commune.

L'entrevue de 1867 aura certainement les mêmes résultats que celle de 1859. L'unité du but et la communauté des intérêts n'existent pas plus entre l'empereur des Français et le roi de Prusse, qu'elles n'existaient en 1859 entre le roi de Prusse et l'empereur d'Autriche. Une alliance intime entre Alexandre II et Guillaume I^{er} s'explique facilement ; elle est faite, sans doute, elle s'affermira, et les entrevues de Paris et de Berlin n'y auront pas nu. Mais il n'y a pas de bases pour une alliance intime entre eux et la France, à moins que le gouvernement, poussant jusqu'au bout sa politique de condescendance, ne souscrive d'avance à tous les projets de la Prusse sur l'Allemagne, et à toutes les entreprises de la Russie sur l'Orient. Mais, s'il n'est pas arrivé à ce degré de résignation, s'il a encore une ambition plus haute, l'entrevue des trois souverains ne changera rien à l'état de l'Europe ; elle le laissera tel qu'il est, avec son malaise, ses perspectives menaçantes et ses ressentiments momentanément dissimulés.

Le roi de Prusse, l'année dernière, invoquait le dieu des batailles : ce dieu l'a exaucé. Maintenant, il annonce qu'il a fait dire des prières pour l'affermissement de la paix générale. La paix générale, la paix durable, la vraie paix n'est possible qu'à une condition : entente des gouvernements libres pour défendre les libertés générales et réprimer quiconque voudra troubler ou opprimer l'Europe. Cette entente ne se fera jamais avec ceux qui, comme l'empereur de Russie, exterminent les peuples et ceux qui, comme le roi de Prusse, les annexent malgré eux. — A. PEYRAT.

L'Union apprécie en ces termes le traité de Londres :

« Il est une paix, non, la paix. Il est une difficulté sans la trancher. Il neutralise l'objet en litige et en évite à la fois ceux qui l'occupaient et ceux qui le voulaient occuper. Il est du genre neutre, comme hélas ! tout ce que fait l'Europe.

Ce qui est curieux, par exemple, c'est l'Italie sollicitant et obtenant de garantir la neutralité du Luxembourg, qui est à quelques centaines de lieues d'elle, quand elle détiend encore, au mépris du droit des gens, le bien sacré des neutres ! Et de quels neutres ? Ses alliés, ses voisins, ses compatriotes, ses parents, un orphelin comme le duc de Parme, et le plus auguste des souverains, le Pape Pie IX ! Voilà un garant bien solide, surtout en compagnie de cet autre garant qui respecte le Luxembourg et qui n'a respecté ni le Hanovre, ni la Hesse, ni Francfort !

Là-dessus, les souverains n'ont plus qu'à se rendre à l'Exposition universelle et à jouer des splendeurs babyloniennes de Paris : Buons, couronnons-nous de roses ; dansons... la vie est courte. *Nunc est bibendum*, etc., comme dit le poète.

Pauvre Europe ! — Henry de Rancoy. — J. REBOUX.

DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

L'Agence Havas nous transmet les dépêches télégraphiques suivantes :

MEXIQUE. — New-York, 23 mai (vill. de Southampton).

On mande d'Orizaba en date du 3 mai : Le général Corona a ordonné de ne faire aucun quartier aux officiers de l'armée impériale.

Le bombardement de la capitale du Mexique aurait commencé.

ETATS-UNIS.

Southampton, 3 juin. — Le paquebot le *New-York* vient d'arriver. Les avis de New-York sont du 23.

L'ex-président du Sud, M. Jefferson Davis, était arrivé à Montreal. Le général Pope avait destitué le maire et chef de police de Mobile.

Les fédéraux travaillaient activement à réunir sur tous les points de nombreux meetings. Ils organisaient de grandes forces à l'effet d'envahir le Canada.

ALLEMAGNE.

Bruxelles, 2 juin.

L'Indépendance belge publie un télégramme de Berlin, en date du 2 juin, annonçant qu'il sera tenu prochainement une conférence des ministres allemands à l'effet de préparer les bases de la reconstitution du Zollverein. Les ministres de Bavière, de Wurtemberg, de Bade et de Hesse-Darmstadt, participeraient à ces conférences, dont les travaux seraient destinés à servir de guide aux hommes spéciaux qui seraient chargés plus tard de régler définitivement la question douanière.

Un autre télégramme dit que la conférence sus-mentionnée sera tenue lundi, à Bismark y assistera. Il ne partira que mardi soir pour Paris.

L'Indépendance belge a reçu de Berlin le télégramme suivant :

Les gouvernements de Belgique et d'Italie ont résolu de concentrer à Berlin leur représentation diplomatique près la confédération du Nord. L'Italie conservera un représentant à Hambourg.

Berlin, 2 juin. — Le jour de l'Ascension et aujourd'hui, des prières ont été faites à l'office divin pour appeler la bénédiction de Dieu sur le voyage du roi à l'étranger et pour demander l'affermissement de la paix générale au moyen de l'entente personnelle des souverains à Paris.

Berlin, 3 juin.

Il résulte de renseignements certains que le jour de départ de la garnison prussienne de Luxembourg n'est pas encore fixé, mais qu'il a été décidé que les troupes, après leur départ, stationneraient provisoirement à Trèves, Saarbrück, Sarrlouis, Mayence et Francfort.

Berlin, 3 juin. — Les premiers ministres de Bavière, de